

monsieur l'Orateur, parce qu'au cours des vingt prochaines années ou même des cinq prochaines années, le gouvernement fédéral devra renforcer son influence, pas nécessairement ses pouvoirs, monsieur l'Orateur, mais son influence, dans le domaine de la politique sociale. En fait, ce qui m'étonne depuis que le gouvernement est au pouvoir, et même au cours de ses mandats précédents, c'est qu'il n'a jamais compris la grande différence qui existe entre l'influence et le pouvoir. Il s'est tant préoccupé du pouvoir qu'il a perdu son influence. En fait, la façon dont nous nous y sommes pris pour négocier le régime d'assurance-maladie avec les provinces, frise presque le scandale. Comment espérer se concilier les gens quand on leur tombe dessus à bras raccourcis?

● (1610)

Je voudrais que le ministre comprenne bien ceci: pour que notre politique sociale soit à la hauteur des normes canadiennes, chose que je souhaite, le gouvernement devra apprendre que pour élargir son influence, il faudra qu'il tempère son avidité pour le pouvoir. C'est la condition essentielle à l'instauration du régime. Par exemple, quand nous avons négocié le financement des programmes établis en 1977, le gouvernement fédéral a perdu une belle occasion de continuer à établir des normes dans le domaine de la santé.

Bien des fois j'ai tenté de dégager les leçons du passé, et d'exhorter le gouvernement à regarder vers l'avenir s'il voulait faire quelque chose de plus utile que de mettre sur pied une structure bureaucratique. Au moment où j'ai rédigé une partie de mes notes, j'avais l'impression d'entendre ce vieux dicton: «La vie est un éternel recommencement». Je me rappelle un passage d'une œuvre de Robert Frost. Je le transmets au ministre pour sa gouverne. Le voici:

For dear me, why abandon a belief

Merely because it ceases to be true?

Cling to it long enough, it will turn true again,

For so it goes.

Most of the change we think we see in life

Is due to truths being in end out of favour.

Je crois que les institutions qui nous ont servis pendant si longtemps mais que nous avons délaissées depuis 20 ans pourraient à nouveau nous être utiles au cours des 20 prochaines années. J'espère que c'est dans cet esprit que le ministre aborde ses responsabilités.

L'hon. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, la proposition qui nous est faite cet après-midi est enveloppée d'un beau papier, attachée d'un magnifique ruban et accompagnée d'une très jolie carte de salutation. Je suppose donc qu'on s'attend que nous l'acceptons avec empressement. Toutefois, je dois dire au ministre de la Justice (M. Chrétien) que ce paquet renferme une arme dangereuse. Il renferme une bombe à retardement. Nous ne pensons pas que la Chambre doive approuver cette motion.

Je vais exposer dans quelques minutes les raisons que j'ai de justifier l'attitude prise par notre caucus. Toutefois, j'aimerais d'abord dire que pendant que le député de Rosedale (M. Crombie) nous racontait tout ce qui s'est passé en 1960, je me suis naturellement demandé ce que faisaient alors les députés

qui m'entourent aujourd'hui. Je leur ai donc demandé un à un «Que faisiez-vous en 1960?»

M. Crombie: Svend était à la maternelle.

M. Knowles: Le député de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett) m'a dit qu'elle traitait de sujets savants...

M. Cullen: Et qu'elle était libérale.

Des voix: Bravo!

M. Knowles: ... et aussi qu'elle avait assisté au congrès de politique libérale à Kingston, en Ontario. Elle s'y était rendue en tant que professeur de l'université Carleton. J'imagine que c'est là qu'elle a commencé à perdre ses illusions sur le parti libéral.

J'ai demandé au député de Regina-Ouest (M. Benjamin) que nous sommes heureux de voir de retour à la Chambre après sa maladie...

Des voix: Bravo!

M. Knowles: ... ce qu'il faisait en 1960. Il m'a dit qu'il était chef de gare à Richmond, en Saskatchewan. Quand j'ai demandé la même chose au député de Churchill (M. Murphy) il m'a répondu que la plus grosse décision qu'il aurait dû prendre cette année-là c'était de savoir s'il allait se rendre à l'école secondaire à pied ou à bicyclette. Je ne pense pas qu'il se souvienne comment il s'y était rendu. J'ai posé la même question au député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell). Il m'a dit qu'il venait tout juste de terminer ses études secondaires à Toronto et s'apprêtait à entrer au collège Victoria dans cette même ville. Ce sont, évidemment, les aînés du groupe.

J'ai parlé à mon collègue le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie). Il m'a dit qu'en 1960, il était en troisième année à l'école élémentaire Westview à Transcona.

M. Benjamin: Il n'est pas allé plus loin.

M. Knowles: Il ne m'a pas dit combien de temps il a passé en troisième année. Parmi nous, le député de Burnaby (M. Robinson) semble détenir le record. Il était en deuxième année à ce moment-là. Il ne se souvient pas exactement à quelle école. Personne ne semble savoir ce que je faisais en 1960, mais je vais vous le dire de toute façon.

Une voix: Vous étiez ici.

M. Knowles: C'est inexact, je n'étais pas ici.

Une voix: Il était à l'autre endroit.

M. Knowles: Je préparais mon retour. Durant les 38 ans que j'ai passés ici, je n'ai connu qu'une seule période de relâche entre 1958 et 1962. Durant ces quatre ans, comme le ministre de la Justice, j'ai occupé plusieurs postes. J'ai été entre autres vice-président exécutif du Congrès du travail du Canada. J'ai été aussi président du comité national du Nouveau parti.

Des voix: Bravo!

M. Knowles: C'était le groupe qui a effectué les travaux préparatoires qui ont abouti à la formation du Nouveau parti démocratique. En 1959, le PSD a tenu à Regina son dernier congrès en tant que Parti social démocratique. A cette occasion, nous avons adopté les résolutions nécessaires pour amorcer le processus qui a culminé en 1961 avec la création du Nouveau parti démocratique.